

## Discours politiques et tensions post-insurrectionnelles : analyse sociolinguistique d'une violence à trois voix au Burkina Faso

**DAÏLA Béli Mathieu**

Maitre-Assistant

Enseignant-Chercheur

Université Daniel OUEZZIN COULIBALY (Burkina Faso)

Département de Lettres modernes

[dailamathieu@yahoo.fr](mailto:dailamathieu@yahoo.fr)

**Résumé:** Après l'insurrection populaire de 2014, les Burkinabè, précisément les hommes politiques et les organisations de la société civile (O.S.C.) par médias interposés ont proféré des propos violents les uns en l'encontre des autres. Ces propos violents font l'objet d'une analyse sociolinguistique visant à relever les sèmes de la violence dans quelques discours d'hommes politiques et organisations de la société civile du Burkina. Les résultats de cette étude montrent que cette construction de la violence entre politiques et les organisations de la société civile constitue un triangle violent pouvant avoir pour conséquence les pronunciamientos. L'étude emprunte la méthode qualitative, les outils de la sociolinguistique et de la pragmatique.

**Mots-clés :** Sociolinguistique, discours, violence politique, triangle, média

**Abstract:** After the popular uprising of 2014, Burkinabè specifically politicians and civil society organisations, speaking through the media have directed violent remarks at one another. These violent utterances can be analyzed from a sociolinguistic perspective. The aim is to identify the semantic components of violence in selected speeches by Burkinabè politicians and civil society organisations. The results of this study show that this construction of violence between politicians and civil society organizations constitutes a violent triangle that can result in pronunciamientos. The study adopts a qualitative method and draws on tools from sociolinguistics and pragmatics.

**Keywords:** sociolinguistics, discourse, political violence, triangle, media

### Introduction

L'espace public burkinabè, après l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, est devenu le théâtre d'une conflictualité discursive intense où l'exécutif, les partis politiques et les Organisations de la société civile s'affrontent. Chacune des parties mobilise la parole tel un outil de légitimation et/ou de disqualification de l'autre ; ce qui soulève le problème suivant : celui de la circulation de la violence verbale entre ces trois pôles en période post-insurrectionnels. Ainsi, cette recrudescence circulaire du discours violent dans l'espace public suscite des interrogations. Quels sont les procédés linguistiques et pragmatiques mobilisés pour construire l'ethos et l'anti-ethos des acteurs dans le discours politique post-insurrectionnel? Comment les stratégies discursives alimentent le cycle de la violence politique ? Quelle(s) conséquence(s) la violence triangulaire a eu sur la stabilité démocratique au Burkina ? L'objectif de cette étude est de décrire les formes discursives de la violence des différents actants de la vie politique burkinabè qui a eu pour

DAÏLA Béli Mathieu

Discours politiques et tensions post-insurrectionnelles: analyse sociolinguistique  
d'une violence à trois voix au Burkina

conséquence des pronunciamientos. En effet, cet article montre que la parole publique, en plus d'être un acte d'échange d'opinions, s'inscrit aussi dans un triangle de violence verbale où chaque acteur construit son ethos tout en dégradant celui de l'autre. Cette configuration produit un cycle d'accusations, de disqualifications et de contre-attaques entre les acteurs politiques et les organisations de la société civile. Ici, le discours politique fonctionne comme un instrument de pouvoir, de stigmatisation et de légitimation. En mobilisant les outils de la sociolinguistique interactionnelle et de l'analyse du discours, cet article montre comment la rivalité langagière façonne les tensions politiques post-insurrectionnelles et prépare aux ruptures institutionnelles. Pour une telle étude, il convient de préciser les orientations théoriques et méthodologiques.

Cette étude axée sur le discours violent des acteurs politiques et des Organisations de la société civile (O.S.C.) adopte une démarche qualitative. Elle utilise les outils de la sociolinguistique interactionnelle sur le discours politique post-insurrectionnel au Burkina. Le corpus est constitué d'extraits de discours violents recueillis dans les médias (presse écrite, plateformes en ligne, interviews et déclarations publiques) provenant d'acteurs politiques et/ou d'Organisations de la société civile. Le choix de ces extraits repose sur leur forte teneur polémique et l'occurrence de termes violents dans l'espace public post-insurrectionnel. L'analyse s'organise selon deux niveaux : l'axe formel, portant sur les marques linguistiques de la violence (métaphores dépréciatives, hyperboles, insultes, ironies, pathologisation et animalisation) et l'axe fonctionnel, centré sur la valeur pragmatique des énoncés (délégitimation, menace, disqualification et mobilisation).

L'analyse d'un tel corpus vise à montrer comment les acteurs politiques après l'insurrection populaire de 2014 construisent la violence verbale au cours de leurs prises de parole publique. Cette orientation est inspirée par les travaux fondateurs de J. J. Gumperz (1982) qui considère le discours comme une interaction contextualisée où les locuteurs mobilisent des indices de contextualisation (intonation, choix lexicaux, cadrage métaphorique, pronoms, catégorisations sociales) pour orienter l'interprétation du destinataire.

### **1. Les discours de violence des partis politiques de la mouvance comme stratégies discursives d'exercice du pouvoir**

Les partis politiques de la mouvance sont des partis politiques et des organisations de la société civiles soutenant le pouvoir en place, c'est-à-dire le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP). En effet, après l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 chassant Blaise Compaoré et son parti politique du pouvoir, le Congrès pour la démocratie et le progrès (C.D.P.), le Burkina connut une transition dirigée par Michel Kafando. Cette transition va organiser des élections législatives et présidentielles le 29 novembre 2015. Celles-ci furent remportées par le Mouvement du peuple pour le progrès, constitué essentiellement des acteurs politiques dissidents du Congrès pour la démocratie et le progrès. À l'issue de ces élections, le candidat du Mouvement du peuple pour le progrès, Roch Marc Christian Kaboré remporta les élections avec un taux de 53,49% au premier tour. Cette transformation démocratique depuis l'insurrection populaire se matérialise par la libéralisation de la parole qui a débouché sur un libertinage qui s'est traduit chez les acteurs politiques par des contestations et prises de position virulentes. Au sujet du projet de loi controversée portant allègement des conditions d'exécution des projets Partenariat public-privé (PPP.) par entente directe de mise œuvre des projets au profit des populations qui devraient faire l'objet de vote, le lundi 3 juillet 2017. L'Alliance des partis et formations politiques de la majorité présidentielle (A. P. M. P.) avait animé une conférence de presse pour situer l'opinion publique de la nécessité de vote des 38 projets de loi afin de mettre en œuvre le programme de société du Président Roch Marc Kaboré. Au cours de cette conférence de presse, le Président du Mouvement

du peuple et du progrès (M. P. P.), par ailleurs, Président de l'Assemblée nationale du Burkina, membre de l'Alliance des partis et formations politiques de la majorité présidentielle affirme:

Les députés voteront demain cette loi. Adviene que pourra ! Nous allons construire des routes pour nos parents, des écoles techniques, centres d'études et de formation professionnels pour nos étudiants et nos enfants. Personne ne va nous empêcher de voter cette loi-là. Personne non plus n'a le monopole de la rue. C'est maintenant que notre programme de développement va se matérialiser. Si on construit les routes, celui qui ne veut pas rouler dessus, qu'il roule à côté du goudron. Si on apporte l'électricité, celui qui ne veut pas, peut allumer une bougie... Certains responsables de l'opposition s'agitent et tentent comme d'habitude de travestir les faits. Des mots d'ordre sont même lancés pour, disent-ils, empêcher le vote de cette loi. (S. Diallo, 2007)

Les propos de Salif Diallo révèlent une violence à la fois verbale, symbolique et idéologique caractérisant une rhétorique politique autoritaire. En effet, les propos de l'énonciateur illustrent une violence discursive que l'on peut analyser à la lumière des travaux de P. Bourdieu (1982), D. Maingueneau (2002) et R. Amossy (2010). L'énonciateur adopte une posture d'autorité absolue dès l'incipit « Les députés voteront demain cette loi. Adviene que pourra ! » qui ferme toute possibilité de débat démocratique. Par cette modalisation péremptoire, il installe une parole d'imposition et de défi, relevant de ce que Amossy appelle une argumentation dans le discours, où la langue devient un instrument de persuasion fondé sur la domination symbolique plus que sur la rationalité. Les formules répétées « Personne ne va nous empêcher de voter cette loi », « Personne n'a le monopole de la rue » traduisent une logique de confrontation et d'exclusion, créant un clivage manichéen entre un « nous » légitime et un eux illégitime. En ridiculisant l'adversaire à travers l'ironie « nous allons construire des routes (...), celui qui ne veut pas rouler dessus, qu'il roule à côté du goudron », « si on apporte l'électricité, celui qui ne veut pas, peut allumer une bougie », le locuteur déploie une violence verbale qui, selon Amossy, relève d'une stratégie de disqualification visant à affaiblir l'image de l'autre pour renforcer la sienne (ethos). Ce procédé s'inscrit dans la logique de la violence symbolique décrite par Bourdieu où le pouvoir impose sa vision du monde comme naturelle en travestissant l'autorité en bienveillance sociale. Ce discours cumule ainsi trois formes de violence : verbale (dans l'invective et l'ironie), symbolique (dans la hiérarchisation des voix) et idéologique (dans la prétention à incarner le seul projet légitime).

En outre, dans un autre registre, notamment la construction d'un centre hospitalier ultra-moderne à Kua dans la ville de Bobo-Dioulasso par le Gouvernement de Roch Marc Christian Kaboré a fait l'objet d'un tollé national par les partis de l'opposition et des organisations de la société civile (O.S.C). Parce que les partis politiques de l'opposition et les OSC estiment que le site est inapproprié car, il est une forêt classée par le Gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française (AOF) par arrêté n° 891/SE du 27 avril. Pour ces acteurs, la forêt de Kua, bien qu'elle soit classée, connaît déjà une désertification due à l'action humaine et animale, donc l'implantation d'un hôpital sur ce site détériorait davantage ladite forêt.

Si tous les acteurs sont unanimes sur le caractère salutaire du projet destiné, à terme, à améliorer l'accès aux soins dans la sous-région, le choix de son emplacement l'est moins. En effet, suite à une prospection « liminaire » des lieux par le donateur et les autorités étatiques et municipales, le site de la forêt de Kua a été choisi et une superficie de 16 ha est réservée sur les 350 que couvre la forêt. (A. Soma, 2022, p. 124).

La volonté de bâtir un hôpital est un choix raisonnable puisque que des études préalables ont permis de déclasser une partie de la forêt afin de construire ledit hôpital. Cependant, certains partis politiques ont fait des récupérations politiciennes afin de s'opposer à la construction de l'hôpital. Face à cette situation d'intérêt national, le vice-Président du Mouvement du peuple pour le progrès, dénonce la polémique en ces termes : « L'hôpital ce n'est pas pour soigner des chats, des lions, c'est pour soigner des êtres humains » (S. Compaoré, 2019)

La déclaration de Simon Compaoré s'inscrit dans un registre discursif fortement marqué par la rhétorique de la justification et du rappel à l'ordre moral. Le langage y devient un instrument de mise en scène de l'autorité. Dans la typologie aristotélicienne des discours, ce propos relève principalement du discours épideictique, tout en comportant des inflexions délibératives et judiciaires. Il s'agit d'un énoncé à visée performative qui cherche moins à informer qu'à réaffirmer une norme sociale et politique. Par la structure oppositive et hyperbolique « ce n'est pas pour soigner des chats, des lions », l'énonciateur mobilise une figure de contraste entre l'humain et l'animal pour produire un effet de disqualification implicite. Ce recours à la métaphore de l'animal fonctionne comme une stratégie de stigmatisation. Selon la rhétorique d'Aristote, le pathos domine, ici, l'émotion et l'indignation qui sont convoquées pour provoquer une adhésion affective du public.

Enfin la question de la sécurité et du terrorisme sont des préoccupations essentielles pour les Burkinabè, certaines Organisations Non Gouvernementales (O.N.G.) ont exprimé via la presse la situation délétère du Burkina ne leur permettant plus d'agir dans certaines contrées. Ces préoccupations retranscrites par la presse burkinabè ont fait l'objet de vives controverses aussi bien au sein de la majorité présidentielle, de l'opposition que des Organisations de la société civile. Cette expression a suscité une clarification du Vice-président du parti au pouvoir en déclarant via la presse ceci:

### **Simon Compaoré au ONGs intervenant au Burkina: « Si le Burkina est devenu invivable, il faut partir. C'est tout ! »**

Publié le 11 avril, 2019 23:50 12 commentaires



Sources : SIMON Compaoré, 2019, « Simon Compaoré au [sic !] ONGs intervenant au Burkina: « Si le Burkina est devenu invivable, il faut partir. C'est tout ! <https://netafrique.net/simon-compaore-au-ong-intervenant-au-burkina-si-le-burkina-est-devenu-invivable-il-faut-partir-cest-tout/> »

Les propos de Simon Compaoré « *Si le Burkina est devenu invivable, il faut partir. C'est tout ! (...)* *En tout cas, nous on est là et on ne va pas fuir* » s'inscrit dans une stratégie discursive visant à reconfigurer les positions légitimes dans l'espace social. Il relève du discours délibératif en prescrivant une conduite « rester » ou « partir », mais également du discours épideictique puisqu'il valorise moralement le camp de l'énonciateur et dévalorise implicitement l'autre camp, c'est-à-dire les Organisations Non Gouvernementales. L'injonction « il faut partir » ne relève pas d'un conseil mais d'un acte illocutoire visant à disqualifier la parole critique. Ce discours repose sur une polarisation morale où rester équivaut à la loyauté, et partir à la défection. Ce mécanisme correspond à une forme de violence symbolique dans laquelle le pouvoir impose un cadre d'interprétation unique, rendant illégitime toute contestation. En outre, en se réclamant du « peuple » issu de l'insurrection de 2014 et du rejet du putsch de 2015, le discours opère une sacralisation de l'histoire politique récente, s'assignant la position de gardien de l'héritage national. Celui qui critique le pouvoir est dès lors construit comme un traître, un ennemi intérieur, et non comme un opposant légitime. Cette posture relève de la violence, par laquelle ceux qui détiennent les ressources institutionnelles imposent une vision du monde et excluent du champ de la parole valable les voix divergentes. Le langage devient ainsi un instrument de protection du pouvoir, où la parole politique ne répond plus à l'argument, mais fabrique l'illégitimité de l'autre pour neutraliser sa capacité à agir dans l'espace public. Ce discours ne débat pas : il disqualifie, stigmatise et exclut l'adversaire politique.

## **2. Le contre discours des partis politiques de l'opposition ou stratégies de délégitimation de l'exécutif**

Dans le processus de l'encrage démocratique, les partis politiques constituent l'essence du jeu démocratique. En effet, l'équilibre démocratique se mesure à travers la présence de la critique constructive des partis politiques de l'opposition, c'est-à-dire ceux qui n'exercent pas le pouvoir. Cette critique sert de contrepoids et se manifeste par l'opposition des idées pour le bien-être des populations. L'exécutif exerce le pouvoir avec des propositions à travers son programme de société qui lui a permis d'accéder au pouvoir à travers les élections. C'est dans cette optique de procès que l'opposition burkinabè s'est inscrit en s'opposant vigoureusement à certaines actions du pouvoir du Mouvement du peuple et du progrès après l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014. L'on doit noter qu'après cette insurrection les langues se sont déliées, ainsi, le Burkinabè estime que l'exercice du pouvoir doit se faire avec le peuple. C'est dans cette logique que l'opposition politique trouve la loi allégeant le Partenariat public-privé permettant de donner des marchés de gré-à-gré comme un boulevard pour légaliser de mauvaises gestions des finances du contribuable. Ainsi, le Chef de file de l'opposition (CFOP.) burkinabè dénonça au cours d'une conférence de presse ce projet de loi en ces termes :

Si cette loi passe à l'Assemblée nationale le lundi à 16h, alors le pillage de ressources publiques sera consacré et légal. Ce projet de loi permet de distribuer des marchés de plusieurs milliers de milliards de francs à des copains, porte-noms et autres compagnons politiques. Il couvre un total de trente-huit grands projets pour une valeur estimée à 7000 milliards de F CFA. (Propos de Z. Diabré, Chef de file de l'opposition relayé par Burkina 24 du 30 juin 2017).

Les propos ci-dessus du Chef de file de l'opposition burkinabè sont une dénonciation à l'encontre des exerçants du pouvoir. Ce type de discours s'inscrit dans un contexte politique de forte tension entre le pouvoir et l'opposition où le discours devient un instrument de lutte, de dénonciation et de mobilisation. En effet, l'usage du mot « pillage » convoque un imaginaire de violence, de prédation et de vol. Appliqué ici à l'action du gouvernement via un cadre légal, ce mot vise à créer une

dissonance forte entre la légalité formelle d'un texte voté par l'Assemblée et l'illégitimité morale de son contenu. Le verbe « consacrer », qui signifie normalement entériner ou officialiser, vient renforcer cette opposition en suggérant que l'État utilise la loi pour normaliser une pratique injuste.

En somme, ces propos du chef de file de l'opposition remplissent trois objectifs principaux du point de vue discursif : alerter, dénoncer et mobiliser. En affirmant que la loi entrainera un « pillage consacré et légal », l'opposant alerte l'opinion publique sur ce qu'il présente comme une dérive grave du système législatif. Ainsi, l'on observe une tentative de reconstruction de la légitimité populaire contre une légitimité institutionnelle défaillante, en posant l'opposition comme portevoix du peuple contre les élus du peuple siégeant à l'Assemblée Nationale et l'Exécutif qui trahit son peuple qui lui a confié le pouvoir. L'opposition politique burkinabè ne se limite pas seulement à la violence verbale, elle invite le peuple à faire barrage audit projet en descendant dans les rues pour s'opposer lorsque son Chef de file, Z. Diabré met le parti au pouvoir en garde: «Si le MPP persiste dans cette démarche de pillage et d'insouciance en votant la loi, l'opposition invitera les Burkinabè à l'Assemblée nationale et dans la rue, car elle ne saurait tolérer qu'un tel pillage soit cautionné par des élus du peuple».

Cette mise en garde est un passage de la violence verbale à la violence physique qui pourrait créer des manifestations tous azimuts. Il a été une réalité que la loi sur l'allègement instituant l'entente de gré-à-gré fut votée par l'Assemblée nationale sans heurts, mais connu le boycott de l'opposition qui a décidé de quitter l'hémicycle en guise de protestation. En outre sur le plan de la sécurité du territoire figurant en bonne place dans le programme de société du Mouvement du peuple et du progrès ne trouve pas de solution. Les Burkinabè, insurgés, estiment que cette situation est due à la mauvaise gestion des politiques après l'assassinat de Thomas Sankara par Blaise Compaoré. Certaines formations politiques d'obédiences socialistes et les organisations de la société civile accusent Blaise Compaoré et son parti : le Congrès pour la démocratie et du progrès, d'avoir hébergé les chefs terroristes au Burkina. Ils expliquent qu'après avoir été un allié des terroristes, il est tout à fait normal qu'après son éviction par l'insurrection populaire, ceux-ci s'attaquent au Burkina. Il faut noter que beaucoup d'acteurs du Mouvement du peuple pour le progrès, parti de Roch Mark Christian Kaboré (président de 2015 à 2020 du Burkina) ont été les transfuges du Congrès pour la démocratie et le progrès de Blaise Compaoré (de 15 octobre 1987 au 31 octobre 2014), du coup, les populations estiment que le CDP et le MPP sont tous comptables de l'insécurité au Burkina. C'est dans cette logique que l'opposition burkinabè s'oppose aux propos du Vice-Président du Mouvement du peuple pour le progrès lorsqu'il dit aux Organisations Non Gouvernementales qu'elles pouvaient quitter le Burkina si elles estiment qu'elles n'étaient pas en sécurité. Pour l'opposition politique, ces propos du parti au pouvoir sont un aveu d'échec de sa politique sécuritaire, mais aussi d'irresponsabilité au sommet de l'État.

Dans le journal en ligne Net Afrique du 11 avril 2019, Zéphirin Diabré, Président de l'Union pour le progrès et le changement (U.PC.) trouve les propos de Simon Compaoré irresponsables. Parce que l'État doit assurer la sécurité des Burkinabè et garantir le déplacement des Organisations Non Gouvernementales afin qu'elles puissent exercer sur toute l'étendue du territoire dans la quiétude. Le qualificatif « irresponsables » s'inscrit dans une logique de confrontation. Il constitue en soi un acte de violence verbale, car il attaque non seulement l'énoncé mais également l'ethos du locuteur, c'est-à-dire son image morale et politique. Dire d'un dirigeant qu'il est « irresponsable » revient à lui retirer la compétence, la sagesse et la prudence attendues de celui qui exerce l'autorité publique.

Dans la même logique Ablassé Ouédraogo du Parti le Faso Autrement durci le ton et s'attaque à la personnalité de l'énonciateur « si le Burkina est invivable, il faut partir ».

Je vaudrais d'entrée de jeu exprimer ma profonde désapprobation sur les propos de ce dernier. Dire aux ONG que si le Burkina est devenu invivable, il faut partir c'est tout ! Ce sont des propos d'une autre époque, des propos du temps des CDR brouettes qui ne vivaient que par populisme et par démagogie. (...) Et je comprends aisément que le président Kaboré qui lui avait taillé un joli costume il y a trois ans ait été obligé de s'en débarrasser et de ne lui laisser qu'un caleçon. (A. Ouédraogo, extrait de l'émission les Grandes questions du samedi 13 avril 2019)

La première strate de violence se manifeste dans la désapprobation explicite. L'énonciateur commence par rejeter catégoriquement les propos de Simon Compaoré qui demandent aux ONG de partir si elles ne sont pas en sécurité. La métaphore dévalorisante, faisant référence aux Comités de défense de la révolution *brouettes* ou CDR brouettes, expression à connotation péjorative qui renvoie à la période politique des années 1983 à 1987 où Thomas Sankara avait compris le zèle idéologique et à l'autoritarisme de certains acteurs de base des Comités de défense de la révolution (CDR). Le nominal « *brouettes* » à orientation attribut montre le fait que certains CDR étaient incapables de discernement autonome. Ils sont guidés par des commanditaires qui leur donnent des ordres à exécuter sans réfléchir. Cette attitude irréfléchie et irresponsable est donc désignée par CDR brouettes à l'encontre de Simon Compaoré. En plus de cette violence, Ablassé Ouédraogo trouve que les propos de Simon Compaoré sont d'une époque surannée à travers les termes de « propos d'une autre époque ». Ce dépassement temporaire montre que l'adversaire politique d'Ablassé est dans un passé révolu, archaïque et disqualifié.

En plus de ces propos injurieux, Ablassé Ouédraogo attaque physique Simon Compaoré à travers la phrase suivante : « le président Kaboré (...) ait été obligé de s'en débarrasser et de ne lui laisser qu'un caleçon ». Cette image vise à humilier l'adversaire en le dénudant symboliquement. Le « joli costume » représente l'honneur, la compétence et la légitimité politique, tandis que le « caleçon » figure la perte de dignité, la déchéance et la mise à nu publiquement de son incompetence. Il s'agit d'une déshumanisation discursive, où l'adversaire est réduit à un corps honteux et exposé. En somme, ce type de discours entre des adversaires politiques en disjonction construit un espace interactionnel agonistique où l'objectif n'est plus de convaincre mais de ridiculiser et affaiblir l'ethos de l'autre. Par l'usage combiné de l'ironie, de la dérision et de la métaphore insultante, l'énonciateur participe ainsi à une dynamique de polarisation politique dans laquelle le débat public se transforme en scène de rivalité violente au détriment du dialogue rationnel.

Enfin, la gestion du pouvoir d'État par le Mouvement du peuple et le progrès et ses alliés constitue un échec total et exposerait le Burkina Faso à une crise et/ou un chaos. Pour, Soumane Touré, Secrétaire général du Parti de l'indépendance, du travail et de la justice (PITJ), le parti au pouvoir et ses alliés politiques et coutumiers sont le problème du Burkina, car depuis l'indépendance du pays, les acteurs politiques et le Mogho Naba ou Moro Naba, Chef du royaume moagha de la région du Centre, c'est-à-dire Ouagadougou, ont toujours trahi les Burkinabè pour le colonisateur. Pour lui, le Chef des Mosé et le parti au pouvoir sont les causes de l'instabilité du pays. L'encadré ci-dessous est extrait des propos de Soumane Touré lors d'une rentrée politique de son parti.

Ces forces obscures et rétrogrades du Centre, les tous premiers valets donc de l'impérialisme français, sont ainsi à l'œuvre dans notre pays et elles sont à la base de l'instabilité politique chronique, à l'origine de tous les changements anticonstitutionnels intervenus dans notre pays jusqu'à la transition bâtarde instaurée après l'éviction de Blaise (...) Compaoré et à l'usurpation du pouvoir par le MPP. Les forces obscures et rétrogrades du Centre, Morho

Naaba en tête, avaient changé de stratégie en infiltrant nos forces de défense et de sécurité pour perpétrer des coups d'État contre la république et la démocratie. L'application en a été la transition bâtarde et l'organisation de l'usurpation du pouvoir par le MPP pour y placer à la tête de l'État leur homme, Roch Marc Christian Kaboré. Le PITJ accuse les forces obscures et rétrogrades du Centre, le Mogho Naaba en tête d'avoir infiltré l'armée et les forces de défense et de sécurité pour assouvir leurs sombres desseins antinationaux au point de les détruire complètement, livrant le pays à une insécurité totale comme en atteste l'attaque terroriste de l'État-major général des armées. (S. Touré, 2018 )

L'énonciateur ici construit un imaginaire politique fondé sur une opposition radicale entre un « nous » légitime et un « eux » menaçant. Il mobilise un lexique de combat qui naturalise l'idée d'un chaos inévitable. Les expressions « forces obscures », « rétrogrades », « valets », « usurpation » et « transition bâtarde » produisent un univers sémantique de danger et d'hostilité pour le *nous* collectif représentant les Burkinabè. Cette répétition crée un effet performatif. Elle transforme des adversaires politiques (le MPP., ses alliés et le Chef des Mosé) en entités quasi occultes, donc incontrôlables, ce qui installe l'idée d'une menace permanente. Cette stratégie linguistique fabrique une prophétie d'effondrement. Elle laisse entendre que les institutions sont irrémédiablement compromises, que l'armée est infiltrée et que la nation est livrée aux forces du mal. Tout cet ensemble crée un cadre narratif du discours du chaos prochain auquel le Burkina devrait se battre pour éviter. Ce discours laisse percevoir une mise en scène du futur comme une fatalité construite par un style polémique qui transforme la parole politique en outil de prédiction et de normalisation du conflit. D'ailleurs, L. K. Bado, en 2015, lors de sa campagne électorale affirmait que : « Les portes de l'enfer ne se trouvent pas derrière nous, mais plutôt devant nous. »

### 3. Les Organisations de la société civile ou l'appendice des politiques

Les organisations de la société civile sont des acteurs apolitiques, généralement constituées en associations afin de défendre les intérêts moraux et physiques de ses membres, tout comme des personnes vulnérables. Cependant, il faut reconnaître qu'en politique, tout parti politique qui aspire à la gestion du pouvoir doit forcément créer ses organisations de la société civile, son syndicat, son association de défense de droit de l'homme et/ou de veille citoyenne, etc. Dans cette lancée, l'on s'aperçoit que les organisations de la société civile sont le prolongement des partis politiques ou bien des partis politiques déguisées en associations. Du coup, l'on se demande souvent si leur voix et sorties médiatiques relèvent de convictions personnelles ou sont des actes commandités. Même, si les organisations de la société civile ont eu un apport considérable dans l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 qui fit tomber le régime Compaoré de ses 27 ans de gouvernance. Leur espoir était le changement de paradigme de gouvernance, mais malheureusement les pratiques résistent.

Après l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, la lutte de notre peuple a permis à ce troisième pouvoir d'accéder à une indépendance institutionnelle véritable. Mieux, les juges font aujourd'hui partie des corps de fonctionnaires du public les mieux rétribués. Fort de ces acquis, le contribuable burkinabè espérait légitimement, à travers ces réformes en faveur de l'indépendance du juge, que ce dernier ferait l'effort d'inscrire désormais ses actions dans la logique des aspirations de vérité et de justice sur tous les crimes de sang et économiques depuis l'assassinat de SANKARA. Hélas, la justice burkinabè continue d'être une des institutions qui tire la marche de notre peuple vers l'arrière en couvrant les bourreaux de celui-ci. Rappelons ici qu'un juge s'est rarement autosaisi en dépit des scandales révélés çà et là par la presse. C'est le lieu pour nous d'exiger la radiation pure et simple des juges corrompus épinglés par l'enquête du Conseil Supérieur de la Magistrature. (La coalition Ditanyé)

En plus des injustices faites aux Burkinabè par les acteurs politiques, le Réseau National de Lutte anticorruption (REN-LAC) réclame toujours le recouvrement des biens mal acquis par les politiciens durant la gestion du pouvoir par Blaise Compaoré et les transfuges de son parti CDP qui sont les nouveaux dignitaires. Cette revendication sous forme implicite s'adresse aux acteurs du MPP. En clair, cette organisation de la société civile s'insurge contre la gestion du pouvoir du MPP qu'elle trouve complice de la mal gouvernance qui perdure malgré l'insurrection populaire dont le slogan fut : « plus rien ne sera comme avant ». L'image ci-dessous est l'illustration d'une affiche lors de la célébration des trois ans de l'insurrection populaire.



Sources : REN-LAC, 2017, AN III de l'insurrection populaire : les OSC disent « NON » à l'impunité des crimes. <https://renlac.com/2017/11/ans-iii-de-linsurrection-populaire-les-osc-disent-non-a-limpunite-des-crimes/>

Réclamer le recouvrement des biens mal acquis durant les 27 ans de Blaise Compaoré au pouvoir du Mouvement du peuple pour le progrès de Roch Marc Christian Kaboré, président élu après l'insurrection populaire, est une expression forte de désapprobation de la gestion du pouvoir par le REN-LAC. Parce que cette organisation de la société civile estime que le Parti de Roch Marc Christian Kaboré est comptable des 27 ans de règne des Compaoré. Du point de vue sécuritaire, le Gouvernement de Marc Christian Kaboré ne parvient pas à assurer la sécurité des Burkinabè sur toute l'étendue du territoire national, car les premières attaques terroristes date depuis l'accession au pouvoir du Mouvement du peuple pour le progrès. Or, dans le projet de société du Mouvement du peuple pour le progrès, l'assurance de la sécurité à tous les Burkinabè y figure. Le discours politique servi au Burkinabè pour l'accession au pouvoir devient un discours de démagogie et de mensonge. En effet, les actants du Mouvement du peuple pour le progrès ont usé de discours manipulateur selon les organisations de la société civile. C'est dans cette défense que le Comités de défense et d'approfondissement des acquis de l'insurrection populaire (CDAIP) dénoncent les politiques du parti au pouvoir et ses alliés :

Notre peuple se rend compte que l'État est dans une incapacité structurelle, du fait de son caractère néocolonial, d'assurer l'intégrité territoriale et la sécurité des populations. En témoignent les pertes de contrôle progressivement par l'État de certaines parties du pays, notamment dans le Soum, où règnent des narcotrafiquants et des groupes djihadistes et terroristes. Il appartient au peuple d'apporter la réponse politique à cette provocation du

DAÏLA Béli Mathieu

Discours politiques et tensions post-insurrectionnelles: analyse sociolinguistique d'une violence à trois voix au Burkina

pouvoir actuel, comme il a su apporter la réponse à Blaise Compaoré en 2014 en le chassant à midi-pile du pouvoir ! (propos des Comités de défense et d'approfondissement des acquis de l'insurrection populaire, une organisation de la société civile, relayés dans la presse)

À travers ces propos, il apparaît un discours de délégitimation du pouvoir du parti au pouvoir et ses alliés. Ici, l'énonciateur mobilise un vocabulaire destiné à délégitimer l'action du pouvoir en place. Les syntagmes « incapacité structurelle » et « caractère néocolonial » construisent une représentation déficitaire de la gestation sécuritaire par l'État. L'État Burkinabè est défaillante et cette situation explique la mauvaise qualité de ses acteurs. Ce discours tend à susciter l'insurrection. L'énonciateur recourt à une catégorisation stigmatisante du territoire burkinabè : des zones à haut risque incontrôlées par l'État et un étiquetage socio-sécuritaire. Le Soum qui est une des provinces de la région du sahel est pris comme un exemple de lieu qui échappe à l'État où les terroristes règnent et commettent des exactions sur les populations. Cette localité est un lieu de narcotrafiquant. Il apparaît nettement que les propos des CODAIP appellent les Burkinabè à se révolter contre l'État. Outre ces propos des Comités de défense et d'approfondissement des acquis de l'insurrection populaire (CDAIP), un panel organisé par l'Institut Free Afrik lors de la commémoration de l'insurrection populaire le 30 octobre 2019 sur l'ouvrage « Insurrection inachevée au Burkina Faso » de Bruno Jaffré, les panélistes ont été fermes :

L'insurrection est inachevée. Le MPP est dirigé par des gens qui ont fait 27 ans au pouvoir et aux côtés de Blaise Compaoré. Ils ne peuvent plus proposer autre chose. Ils sont limités par ce qu'ils sont eux-mêmes. Pour offrir un avenir meilleur aux populations burkinabè, le pouvoir du MPP devra, de l'avis des conférenciers, corriger toutes ces insuffisances et donner plus d'emplois aux jeunes. Sinon le futur pourrait être difficile pour le Pays des hommes intègres.

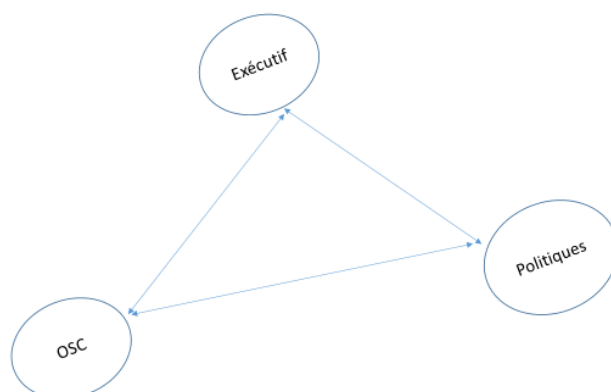
Au regard de tous ces discours violents à l'encontre du pouvoir du Mouvement du peuple pour le progrès, tout était réunis pour une insurrection ou un coup d'état. La violence dans les discours au Burkina était triangulaire où le sommet est l'Exécutif et ses alliés, le bas gauche, les organisations de la société civile et le bas droit les partis politiques. Dans ce triangle de violence, l'opportunité ou l'opportunisme est un facteur déterminant dans la prise de position.

### **3. Du triangle de la violence aux pronunciamientos**

Le triangle de la violence dans les propos des acteurs politiques au Burkina Faso montre un cycle de violence réciproque où chaque acteur réagit aux attaques des autres. L'exécutif, les politiques et les OSC produisent des discours qui répondent à des besoins de déstabilisation de chaque partie. Une attaque verbale entraîne une contre-attaque, ce qui installe une dynamique de confrontation permanente. Dans ce climat, le débat n'a plus pour but de résoudre un problème, mais de défendre son camp. La parole devient un outil de pression et de disqualification. Ce mécanisme alimente un sentiment de menace partagée. La violence verbale monte alors d'un cran à chaque échange. Cette escalade prépare des comportements plus radicaux illustrant une violence triangulaire circulant sans interruption. Elle peut se matérialisées par le schéma ci-dessous.

### Schéma analytique de la violence triangulaire

Les violences des discours entraîne la violence physique



Source : DAÏLA Béli Mathieu, 2026

Les prises de positions des acteurs ne sont pas bénéfiques pour les résolutions des préoccupations des Burkinabè telles que la lutte contre le terrorisme, la gestion des biens mal acquis et la partialité de la justice. Des acteurs de la société civile qui, naguère étaient contre le pouvoir du Mouvement du Peuple pour le Progrès renversé en janvier 2020 par un coup d'état militaire changent de discours et trouvent en quelque temps que les putschistes sont efficaces.

Au plan sécuritaire, il est loisible de constater que les efforts de nos vaillantes forces combattantes tendent à fragiliser la capacité de nuisance des groupes armés terroristes qui, aux abois désormais, s'en prennent lâchement et misérablement aux symboles et biens de l'État et aux populations civiles. Car désormais ce sont des munitions de la psychose que les groupes armés utilisent. En effet, les menaces et les chantages sont devenus monnaies courantes chez les froussards aux accoutrements de barbares bohèmes. (Propos de Pascal Zaida, 2022, membre de la Coordination Nationale pour une Transition Réussie)

Cette déclaration de certains membres des Organisations de la société civile est contraire à la réalité du terrain, car les attaques terroristes au Burkina se sont accentuées en cette période. Ce discours de jeux des acteurs de la société civile est la marque d'un discours manipulateur qui cherche à infléchir à son avantage les mécanismes d'interprétation du destinataire (les Burkinabè). Le discours de Pascal Zaida mobilise une rhétorique hyperbolique destinée à minimiser la gravité réelle de la situation sécuritaire. En qualifiant les groupes armés de « froussards », « misérables » ou « aux abois », il construit un ethos de victoire anticipée, déconnecté des faits, pour influencer la perception collective. Cette stratégie relève de la manipulation discursive : elle vise à réorienter l'interprétation du public en présentant l'État comme dominant, malgré l'intensification objective des attaques. En effet, le jeu des OSC qui, par alignement politique, cherchent à façonner la représentation sociale du conflit plutôt qu'à en décrire lucidement la réalité. Pourtant, tout juste avant le coup d'état du Colonel Sandaogo Paul Henri Damiba, les mêmes organisations de la société civile demandaient au Gouvernement de Christophe Dabiré la démission de son gouvernement après une attaque terroriste dans le Nord du Burkina. « Suite à la récente attaque du détachement militaire de Koutougou dans le sahel, la coordination des organisations de la société civile demande « la démission pure et simple du gouvernement Christophe Dabiré ». (propos du Cadre d'Expression démocratique du M21)

Dans cette même lancée, l'Union pour le progrès et le changement (UPC), un parti de l'opposition burkinabè renchérit cette position à travers un communiqué relayé sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook.

Le gouvernement Christophe Joseph Marie DABIRE a complètement échoué. C'est une équipe dépassée par la tournure des événements, qui croise à présent les bras, attendant ce que le hasard fera d'eux et des Burkinabè. En conséquence, l'UPC demande la démission pure et simple du gouvernement en place, et la nomination par le Président Roch KABORE d'une nouvelle équipe qui aura pour mission première, la défense de l'intégrité territoriale et la sécurité des Burkinabè. (Propos de l'Union pour le progrès et le changement du 20 août 2019 sur la page Facebook de la radio Omega)

Dans le contexte burkinabè, la dynamique de la violence verbale s'inscrit dans un cycle triangulaire où OSC, partis politiques et exécutif s'accusent mutuellement les uns des autres, se disqualifient et s'imputent la responsabilité des crises. Dans ces discours conflictuels, l'intervention militaire apparaît comme l'ultime issue face à l'impuissance déclarée des acteurs civils. Ainsi, la violence verbale circulaire contribue à légitimer le passage du débat démocratique au putsch présenté comme alternative salvatrice.

Le M21, toujours fidèle aux aspirations du peuple et aux pas cadencés des siens, réitère sa salutation de la prise du pouvoir par le MPSR qu'il considère comme un acte d'assistance à peuple en danger. Nous nous réjouissons de cet acte patriotique des Forces armées nationales d'autant qu'à hue et à dia, nous n'avons eu de cesse d'appeler Roch Marc Christian Kaboré à constater son incapacité à sortir le pays du borbier sécuritaire et économique dans lequel lui et ses copains ont plongé le pays et à en tirer les conséquences par la démission pure et simple. (Propos du Président du M21, Marcel TANKOANO du 24 février 2022 dans Lefaso.net )

Les propos de Marcel Tankoano s'inscrivent dans une stratégie de légitimation discursive visant à justifier la prise du pouvoir par le «Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration» (MPSR 1) dirigé par le Lieutenant-colonel Sandaogo Paul Henri Damiba en janvier 2022. Pour ces organisations de la société civile, le pronunciamiento contre le pouvoir élu démocratiquement de Roch Marc Christian Kaboré fut une « assistance à un peuple en danger. L'expression « à hue et à dia » introduit une forme de dramatisation soulignant la constance de leurs alertes et la surdité du pouvoir déchu. Le discours recourt à un champ lexical de la défaillance à travers les substantifs « incapacité », « borbier », « copains ») disqualifiant Roch Kaboré par une mise en scène de son incompétence structurelle. Cependant, les désillusions du pouvoir militaire comme solution pour résoudre les problèmes des Burkinabè vont être de courtes durées, car le 30 septembre 2023, un autre pronunciamiento renverse le «Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration» (MPSR1). Ce deuxième putsch, en moins deux ans, dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré se justifie par l'incapacité du «Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration» (MPSR1) à résoudre les questions d'insécurité au Burkina. En clair, la violence discursive des acteurs politiques est signe d'éternel recommencement. Les discours violents des acteurs politiques et des organisations de la société civile sont les causes et conséquences des pronunciamientos, car ils illustrent le climat délétère dans un pays.

## Conclusion

L'analyse de la violence verbale dans les discours post-insurrectionnels au Burkina Faso met en lumière une dynamique conflictuelle profondément structurée autour d'un triangle discursif réunissant l'exécutif, les partis politiques et les OSC. L'étude montre que chacun de ces pôles mobilise le langage comme un instrument de pouvoir, de légitimation et de délégitimation,

produisant une circulation continue d'accusations, d'ironie, de menaces et d'attaques. Cette violence verbale, nourrie par des stratégies d'ethos et d'anti-ethos, constitue un mécanisme interactionnel qui alimente la fracture politique et fragilise la cohésion sociale. Sur le plan théorique, l'analyse sociolinguistique du discours interactionnel des politiques offre un cadre pertinent pour comprendre comment les acteurs reconfigurent les rapports de force à travers la parole. Sur le plan pragmatique, les résultats montrent que la parole médiatisée devient un outil d'escalade, transformant le débat démocratique en un champ d'affrontements symboliques. Enfin, l'étude permet de conclure que cette montée de la violence verbale contribue à créer un climat de méfiance, de suspicion et de tension permanente qui prépare consciemment ou inconsciemment les conditions discursives favorables aux putschs. À ce titre, comprendre les mécanismes linguistiques et interactionnels de cette violence apparaît comme un impératif scientifique et citoyen pour prévenir la reproduction de cycles d'instabilité au Burkina Faso.

## Bibliographie

- BOURDIEU Pierre, 1991, *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.
- BRETON Pierre, 2020, *La parole manipulée*, Paris, Éditions La Découverte & Syros.
- CALVET Louis-Jean, 1999, *Pour une écologie des langues du monde*, Paris, Plon.
- CALVET Louis-Jean, 2013, *La sociolinguistique (8<sup>e</sup> éd.)*, Paris, Presses Universitaires de France.
- CHARAUDEAU Patrick, 2005, *Le discours politique : Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.
- Coalition Ditanyé. (s.d.), *Lefaso.net*. [https://lefaso1.rssing.com/chan-6397339/all\\_p1322.html](https://lefaso1.rssing.com/chan-6397339/all_p1322.html)
- COMPAORÉ Simon, 2019, « Non, Tonton Simon Compaoré, la forêt est le premier hôpital de l'homme » <https://burkina24.com/2019/05/23/tribune-%E2%94%82-non-tonton-simon-compaore-la-foret-est-le-premier-hopital-de-lhomme/>.
- DIABRÉ Zéphirin, 2017, « L'opposition invitera les Burkinabè dans la rue si... Burkina 24 » <https://burkina24.com/2017/06/30/zephirin-diabre-lopposition-invitera-les-burkinabe-dans-la-rue-si/>.
- DIABRÉ Zéphirin, 2019, « Déclaration politique sur la situation nationale » *Net Afrique*.
- DIALLO Salif, 2017, « Journal télévisé de 20h du 02 juillet 2017. Radiodiffusion Télévision du Burkina. » <https://www.rtb.bf/2017/07/02/jtde-20h-du-02-juillet-2017/>.
- GUMPERZ John Joseph, 1982. *Discourse Strategies*, Cambridge: Cambridge University Press.
- MAINGUENEAU Dominique, 2002, *Analyser les textes de communication*, Paris, Armand Colin.
- COMPAORE Simon, 2019 , « Simon Compaoré au ONGs intervenant au Burkina: Si le Burkina est devenu invivable, il faut partir. C'est tout ! », *Net Afrique*.

REN-LAC, 2017, « AN III de l'insurrection populaire : les OSC disent « NON » à l'impunité des crimes » [AN III de l'insurrection populaire : les OSC disent « NON » à l'impunité des crimes. | REN-LAC.](#)

SIMON Compaoré, 2019, « Simon Compaoré au ONGs intervenant au Burkina: « Si le Burkina est devenu invivable, il faut partir. C'est tout! », <https://netafrique.net/simon-compaore-au-ong-intervenant-au-burkina-si-le-burkina-est-devenu-invivable-il-faut-partir-cest-tout/>.

SEARLE John Rogers, 1972, *Les actes de langage*, Paris, Hermann.

SOMA Assonsi, 2024, *La forêt classée de Kua ou l'hôpital de référence publique ? Une analyse des dynamiques spatiales dans une campagne péri-urbaine du Burkina Faso. Les Cahiers d'Outre-Mer*, 285. <https://doi.org/10.4000/com.13702>.

TOURÉ Soumane, 2018, « Le CDP et le MPP sont des jumeaux siamois. Lefaso.net. » <https://lefaso.net/spip.php?article82717>.

**Processus d'évaluation de cet article:**

- **Date de soumission: 10 décembre 2025**
- ✓ **Date d'acceptation: 29 décembre 2025**
- ✓ **Date de validation: 16 janvier 2026**